BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

Hub des Territoires

L'espace d'échanges et de développement
Banque des Territoires

Data, IA et cybersécurité : quels défis pour les territoires en 2026 ?

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

LA POSTE GROUPE

datapublica L'OBSERVATOIRE

10 novembre 2026

1

Introduction

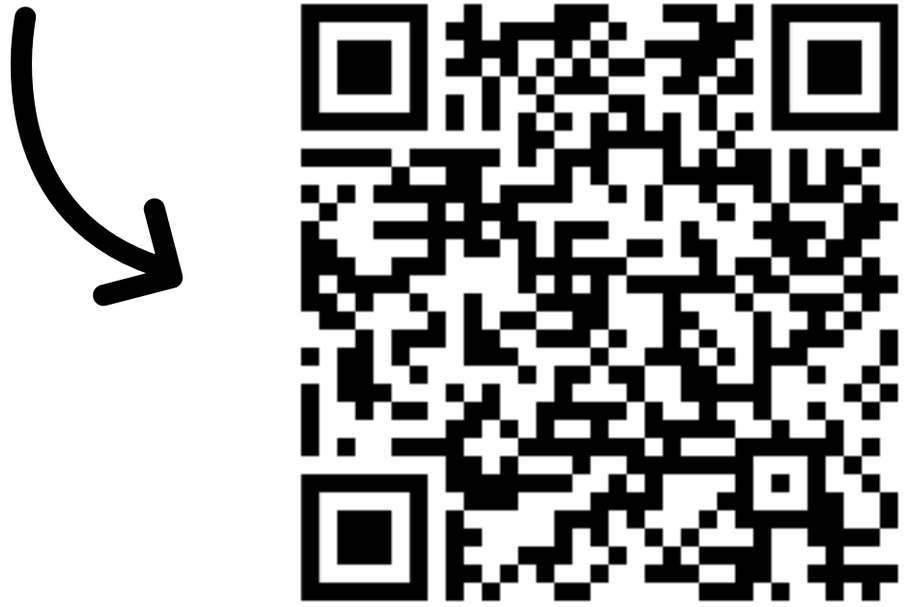


Laetitia DORDAIN

Directrice du département du Digital
Banque des Territoires

Retrouvez notre agenda en ligne !

Inscrivez-vous !



Hub des Territoires
L'espace d'échanges et de développement
Banque des Territoires

Le parcours élus

Le Hub des Territoires vous accompagne dans votre mandat !

Événements

Un parcours conçu pour être accessible et opérationnel

- **Format hybride** (présentiel et distanciel)
- **Replays disponibles** pour les élus ne pouvant assister en direct
- **Temps de networking** pour favoriser les échanges entre participants

Inscrivez-vous aux prochains rendez-vous !

- **Jeudi 1er octobre :** Logement : quels leviers d'actions pour les élus ?
- **Jeudi 15 octobre :** Bien vieillir dans les territoires : construire les parcours résidentiels de demain
- **Mardi 10 novembre :** La place de l'IA dans les collectivités
- **Jeudi 12 novembre :** Le rôle des élus dans la gouvernance des EPL
- **Mardi 1er décembre :** La restauration collective, moteur de transitions agricoles et alimentaires territoriales

Scannez et découvrez !

Notre espace digital, notre programmation, notre newsletter et nos replays !

Scannez et découvrez !

Notre espace digital, notre programmation, notre newsletter et nos replays !



Le « Hub Décrypte »

2



Pavlina NOVOTNY
Cheffe de projet Hub des Territoires
Banque des Territoires



Diane COLLIER
Responsable opérationnelle programme Territoires d'IA

Banque des Territoires

01 Résultats du baromètre 2026 de l'Observatoire Data Publica

02 Présentation de la Note de conjoncture Data, IA et cybersécurité dans les territoires - 2026



Résultats du baromètre 2026 de l'Observatoire Data Publica

5 ème édition

3



Diane COLLIER
Responsable opérationnelle programme Territoires d'IA
Département du digital
Pôle écosystèmes & innovation
Banque des Territoires



Simon CHIGNARD
Président
Observatoire Data Publica

data publica
L'OBSERVATOIRE

5e ÉDITION

BAROMÈTRE DE L'OBSERVATOIRE DATA PUBLICA
2026

Les collectivités territoriales, la donnée et l'IA

UNE ETUDE REALISEE AVEC LE SOUTIEN DE :

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

LA POSTE GROUPE

orange

la gazette des communes • des départements • des régions

L’Observatoire Data Publica

L’Observatoire Data Publica est une organisation à but non lucratif qui fédère les activités de ses membres en vue de favoriser la réflexion et le débat public sur les usages de la donnée et de l’intelligence artificielle au service de missions d’intérêt général.

Chaque année, l’Observatoire produit un baromètre dédié au monde territorial. La réalisation du baromètre bénéficie du soutien de la **Banque des Territoires**, du groupe **La Poste**, d’**Orange** et d’un partenariat avec **La Gazette des communes**.

Pour 2026, l’enquête auprès des collectivités a été cette année encore doublée d’un **sondage** auprès des Français réalisé pour l’Observatoire Data Publica par l’Institut Ipsos - BVA.

Pour toute information sur les travaux et les publications de l’Observatoire : **contact@data-publica.eu**





Le collectif Data Publica

alerion AVOCATS

Simon Chignard

civiteo Stratégie data & IA

DATACTIVIST

Notice méthodologique

L'enquête de l'Observatoire a été conduite de mai à juillet 2026 auprès d'un échantillon de 382 collectivités et établissements publics locaux.

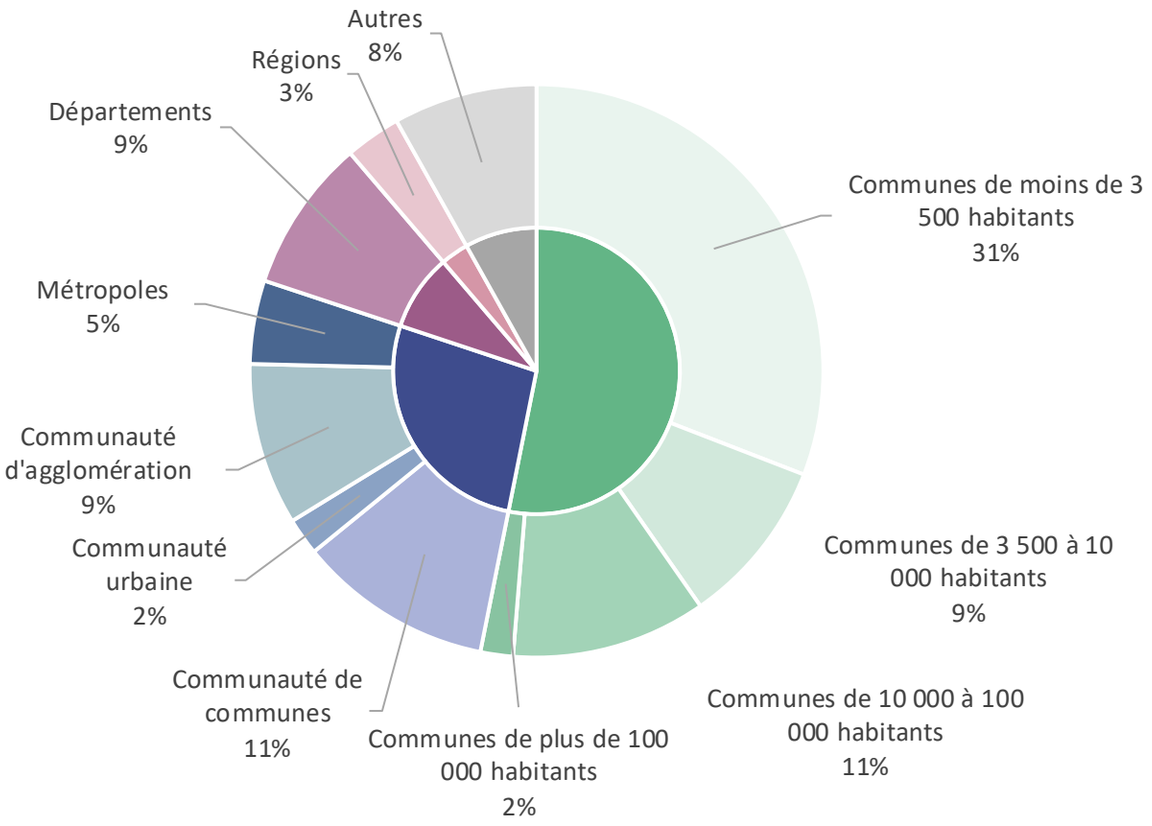
L'échantillon rassemble un large panel de collectivités territoriales françaises. Certains sujets sont présentés sans les communes de moins de 3 500 habitants, la mention en est alors faite.

L'enquête a été administrée avec l'outil open source **LimeSurvey**.

L'enquête 2026 a été pilotée par Jacques Priol, Co-fondateur de l'Observatoire, avec la contribution de Simon Chignard, Président de l'Observatoire et Jeanne Chicote-Navas (Civiteo).

Les résultats complets de l'enquête sont disponibles sur le site de l'Observatoire Data Publica : https://observatoire.data- publica.eu/

382 collectivités et établissements publics locaux



(1) Autre : syndicats mixtes, opérateurs publics de services numériques, …

Remerciements

L'équipe de l'Observatoire remercie les associations d'élus et les acteurs régionaux qui ont relayé l'enquête auprès de leurs adhérents.

Sans oublier nos partenaires :

PREMIÈRE PARTIE

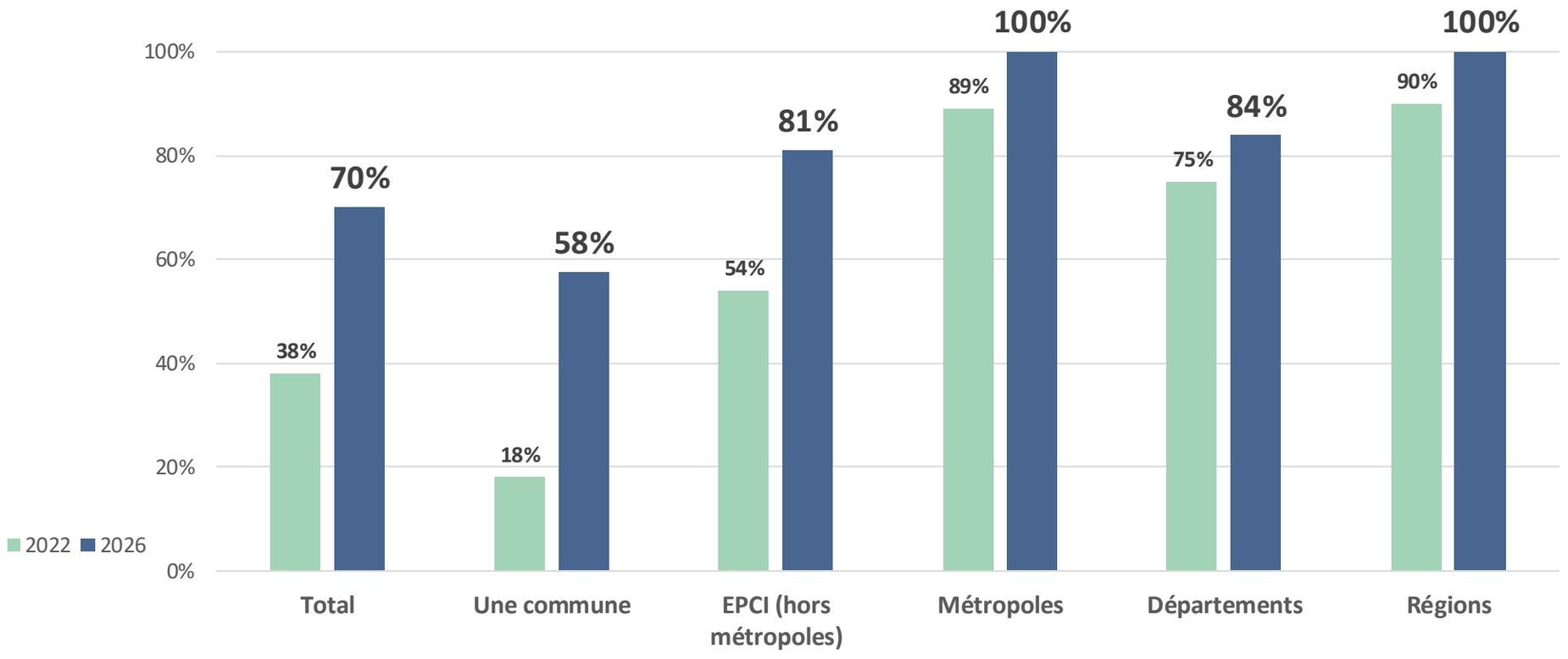
La data territoriale en 2026

datapublica
L'OBSERVATOIRE

Toutes les collectivités concernées !

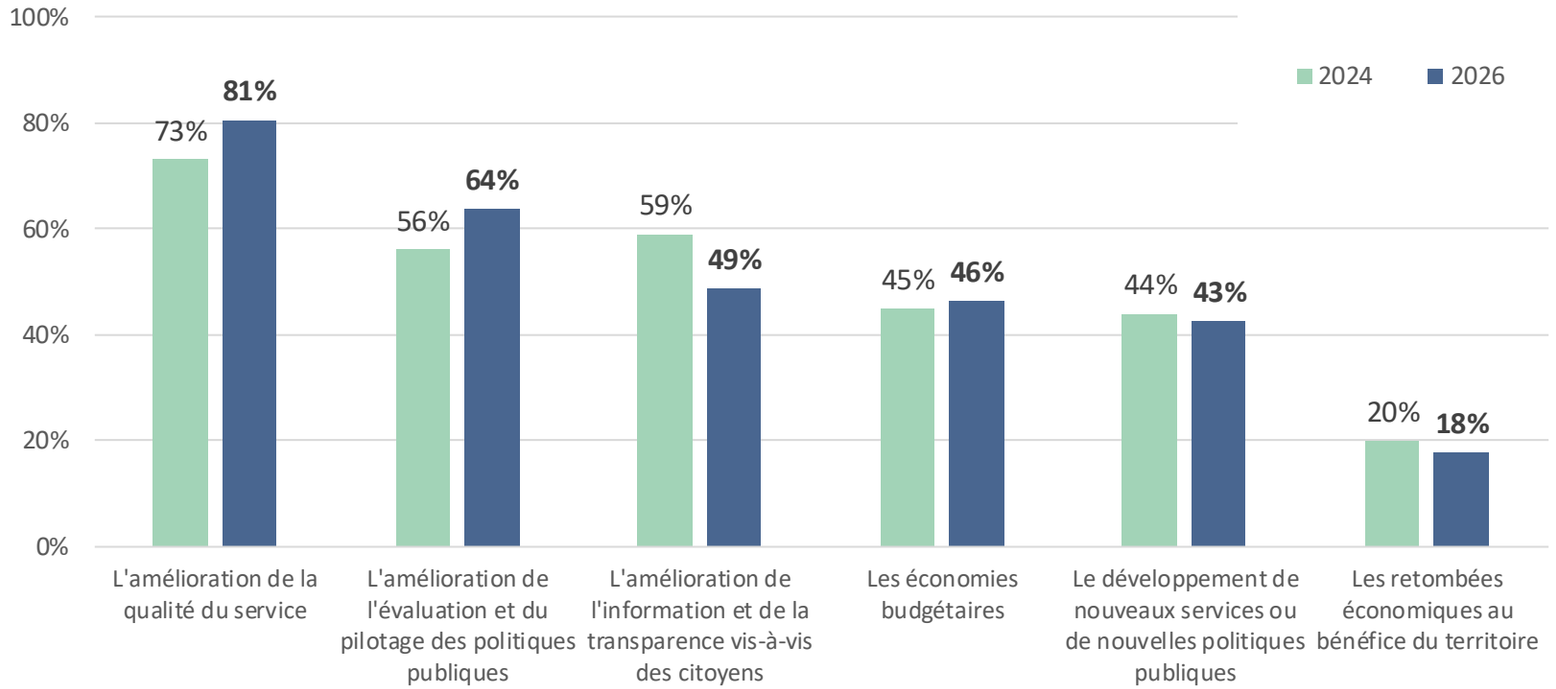
Evolution du nombre de collectivités ayant engagé au moins un projet data au cours des deux dernières années

(2022 – 2026)



Des données pour quoi faire ?

Les priorités des collectivités dans l'utilisation des données *(% des collectivités ayant placé chaque objectif en rang 1, 2 ou 3)*



Dans un contexte budgétaire toujours plus tendu pour les administrations publiques, le recours à la data reste prioritairement envisagé pour **améliorer la qualité du service public** (pour 81% des collectivités) et **renforcer leur évaluation et leur pilotage** (64%).

Le chiffre peut étonner : au fil des ans, l'idée que le pilotage par la donnée puisse permettre directement des économies budgétaires progresse peu.

Beaucoup de collectivités ont fait l'expérience, notamment à travers les fonctions urbaines et la *smartcity*, que ces dispositifs améliorent la performance des politiques mais coûtent parfois cher. Le « ROI sur budget communal » n'est pas toujours au rendez-vous.

Des projets data dans tous les métiers

Année après année, il se confirme que tous les domaines de compétences des collectivités sont concernés par des usages innovants de la donnée.

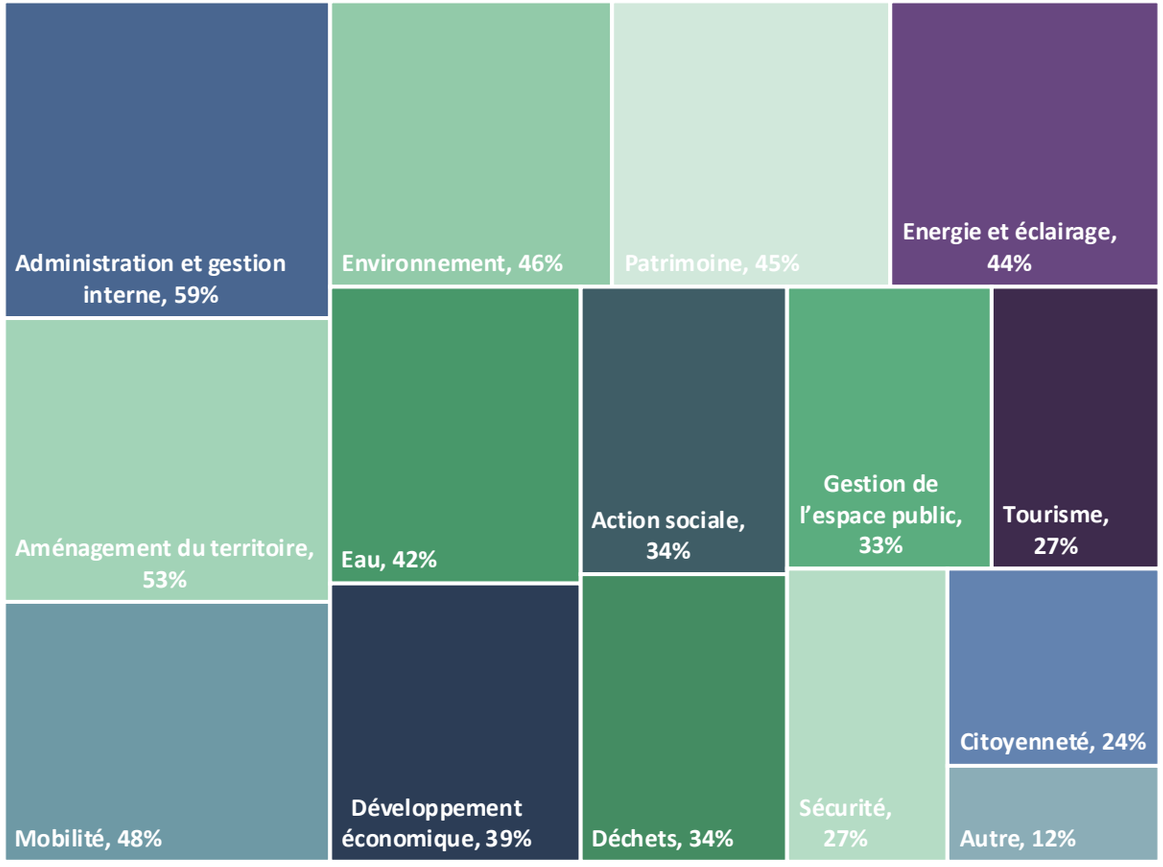
Un point attire l'attention : pour la seconde année consécutive le domaine le plus cité est celui de **la gestion administrative** et **la gestion interne**. Dit autrement : ce sont des usages transverses de pilotage. Cette tendance devrait être largement amplifiée par l'arrivée d'outils de gestion qui intègrent de l'intelligence artificielle.

Nouveauté 2026 : les Conseils départementaux sont de plus en plus nombreux (**64%**) à annoncer la mise en place d'un pilotage de leurs **politiques sociales** par la data (et **15%** prévoient de le faire dans les prochains mois). Un lien peut probablement établi entre ces chiffres, en nette progression, et la nécessité de faire face aux difficultés budgétaires des départements.

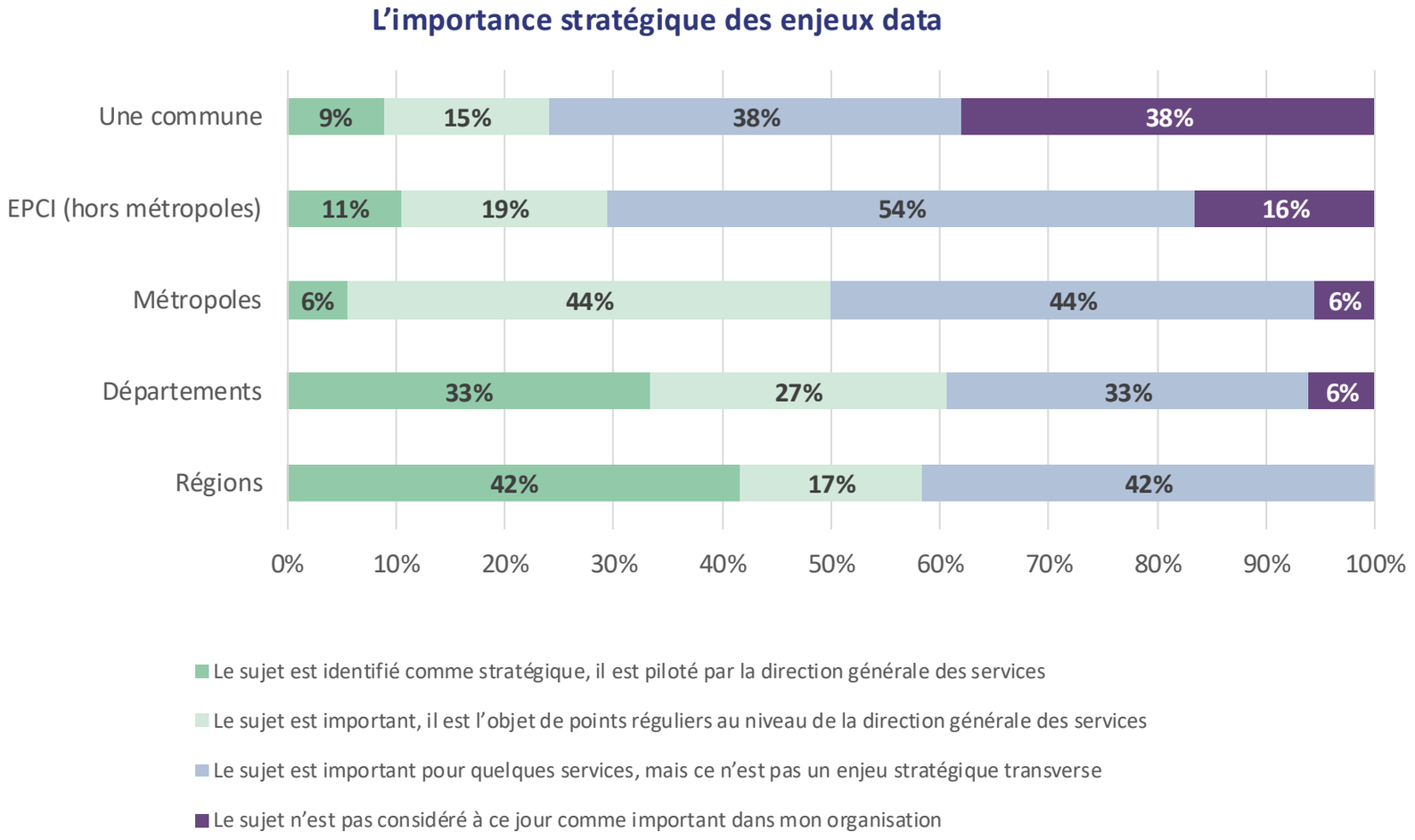
On notera aussi que si le thème de la *smartcity* ou de la ville intelligente est passé de mode, les outils eux se généralisent.

Collectivités ayant des projets data en cours ou prévus dans les 12 prochains mois, par domaine*

*Total hors communes de moins de 3 500 habitants



Un sujet de « gestion » devenu « stratégique » ?



En 2025, le baromètre avait identifié pour la première fois l'implication des directions générales dans le pilotage de la donnée (pour 16% des collectivités concernées).

En 2026, l'Observatoire a souhaité **mesurer l'importance stratégique accordée aux données** dans les processus de travail internes.

Pour 3 collectivités sur 10 (**32%**) le sujet est soit piloté par la DG soit l'objet d'un *reporting* en DG.

Mais attention : structurer une stratégie et une gouvernance de la donnée nécessite des moyens et l'effet taille joue à plein. Dans **50%** des métropoles, **59%** des régions et **60%** des départements, le sujet de la data est piloté ou suivi de façon régulière par la Direction générale des services. Ce n'est, à ce jour, le cas que dans **24%** des communes.

DEUXIEME PARTIE

La souveraineté en 2026

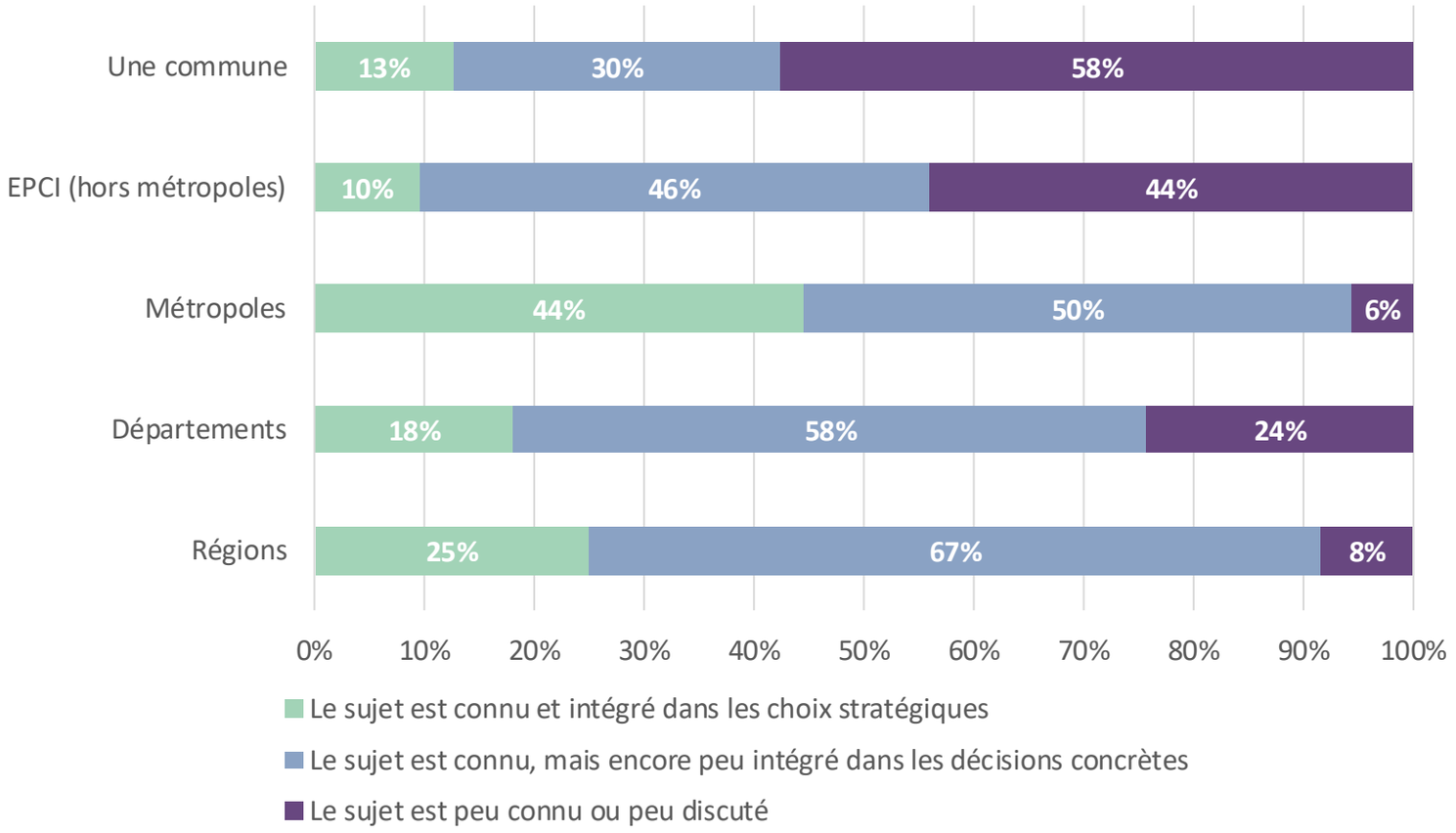
datapublica
L'OBSERVATOIRE

La souveraineté numérique

*« Système dont la **conception**, le **déploiement** et l'**exploitation** garantissent à l'entité publique bénéficiaire une **maîtrise effective sur ses données, ses algorithmes et ses infrastructures**, sans exposition à un **risque de dépendance critique** vis-à-vis d'acteurs soumis à des **législations extra-européennes**. »*

La souveraineté numérique : enjeu national, mais pas encore local ?

La prise en compte des enjeux de souveraineté par type de collectivité



Le sujet de la souveraineté s'est imposé avec force en peu de temps dans le débat public mondial, national ou local.

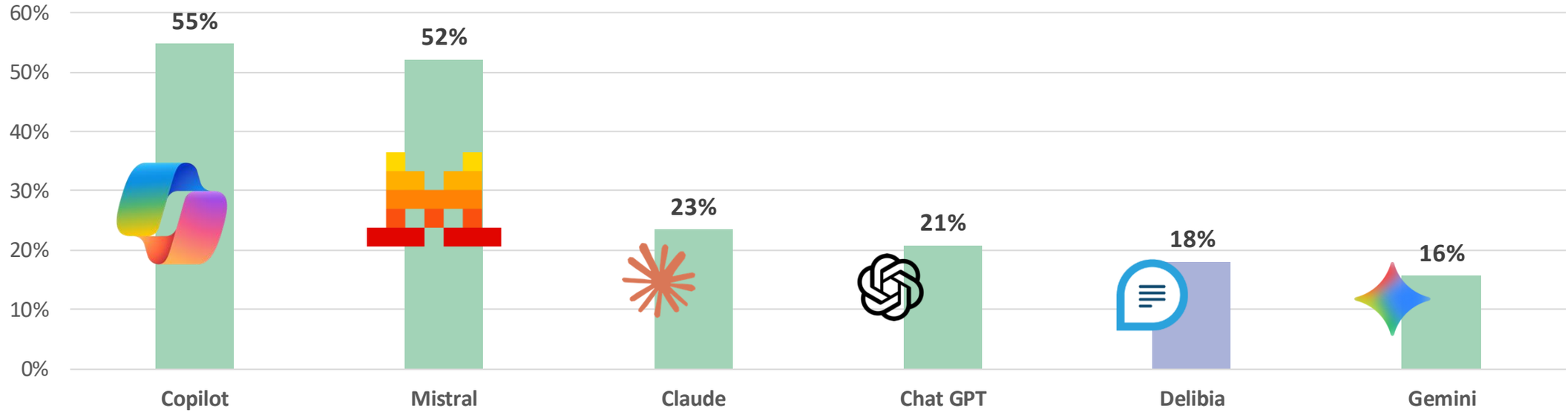
15% des collectivités estiment avoir bien identifié l'enjeu de la souveraineté et l'avoir intégré dans leurs choix stratégiques. **40% identifient le sujet… mais n'ont pour l'instant pas de levier d'action concret**.

Les **métropoles** font figure de pionniers. Engagées dans une démarche collective au sein du réseau des Interconnectés, elles sont **44%** à déclarer avec commencer à agir.

Une illustration : le difficile choix des outils d'IA

30% des collectivités ont fait le choix d'encadrer et d'autoriser (et/ou de mettre à disposition) un ou plusieurs outils. Parmi celles-ci, elles sont nombreuses à privilégier **Microsoft Copilot (55%)**, mais aussi **Mistral (52%)**. Ces chiffres sont intéressants car Microsoft a une démarche commerciale très offensive, intégrant systématiquement son IA dans les suites bureautiques, là où **le choix de Mistral relève plus certainement d'un choix de souveraineté numérique**. Suivent **Claude** (23%), **ChatGPT** (21%) et **Gemini** (16%). On notera aussi avec intérêt la percée de l'entreprise française **DelibIA**, citée spontanément par 18% des collectivités interrogées, qui intègre Mistral dans ses briques de service IA.

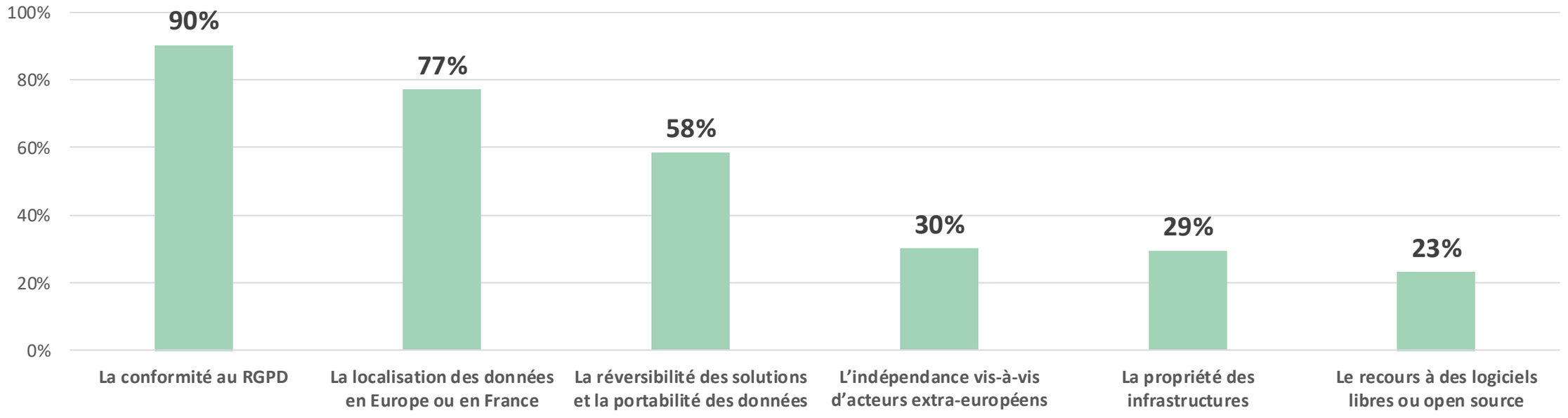
Les outils autorisés ou recommandés



La souveraineté numérique : enjeu national, mais pas encore local ?

Dans le détail, parmi les collectivités qui ont fait des choix pour renforcer leur souveraineté **90%** ciblent la protection des données des usagers (pour être en stricte conformité avec le **RGPD**). De ce fait **77%** exigent la **localisation des données en Europe. 58%** portent attention à la **réversibilité** et la **portabilité** des données. **30%** veulent s'affranchir de toute dépendance à des **règles extra-territoriales non européennes. 23%** privilégient les **solutions libres**.

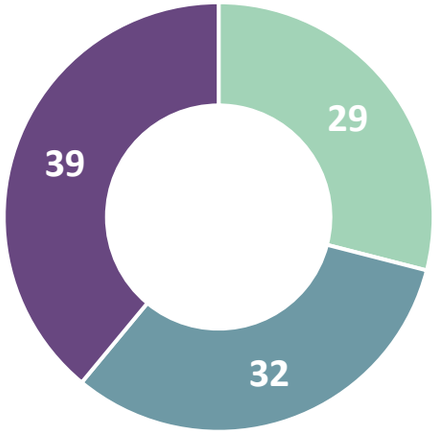
Critères pris en compte dans un choix de solutions numériques souveraines *(pour les collectivités ayant intégré les enjeux de souveraineté numérique)*



Une majorité de Français a entendu parler de la souveraineté numérique, mais moins d'un sur trois voit de quoi il s'agit

Avez-vous entendu parler des enjeux de « souveraineté numérique » ?

Base : À tous



Oui, et vous voyez bien de quoi il s'agit
Oui, mais vous ne voyez pas de quoi il s'agit
Non

% En a entendu parler

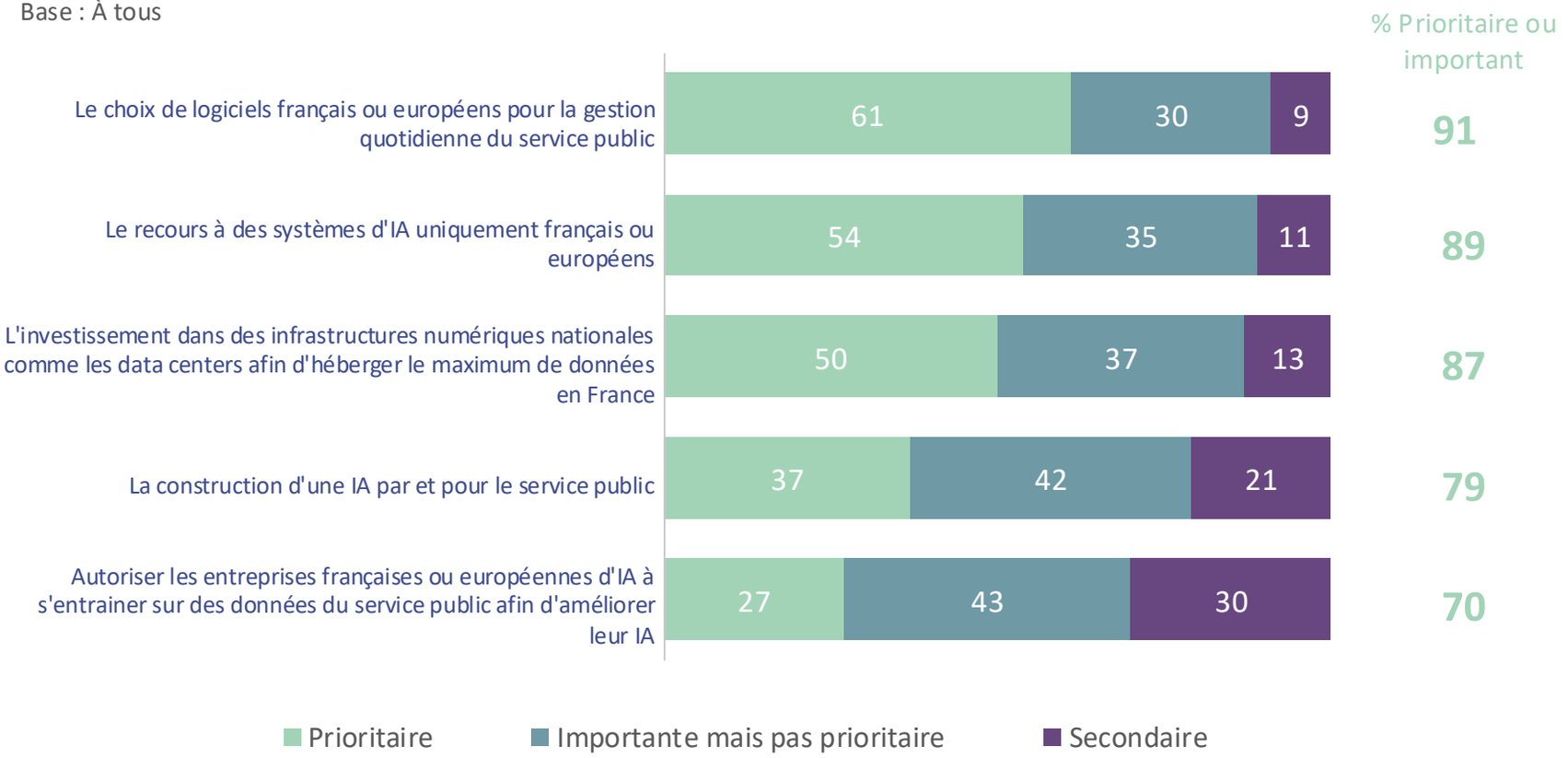
61

© Ipsos bva – Data Publica - La perception des Français de la gestion des données et de l'utilisation de l'IA par le service public | Juillet 2026

Le recours à des logiciels ou des systèmes d'IA français ou européens sont les éléments les plus perçus comme important pour donner davantage confiance dans l'usage de l'IA

Pour chacun des éléments suivants, dans le cadre du développement de la souveraineté numérique, diriez-vous que leur mise en

Base : À tous



TROISIEME PARTIE

L’IA territoriale en 2026

datapublica
L’OBSERVATOIRE

Après l’engouement, la maîtrise ?

56% des collectivités déclarent avoir engagé au moins un projet IA. 20% qui n’ont pas encore franchi le pas déclarent vouloir le faire dans les 12 prochains mois. La somme des intentions affichées et des projets déjà engagés se stabilise. **Un objectif durable de 3 collectivités sur 4 semble se dessiner**

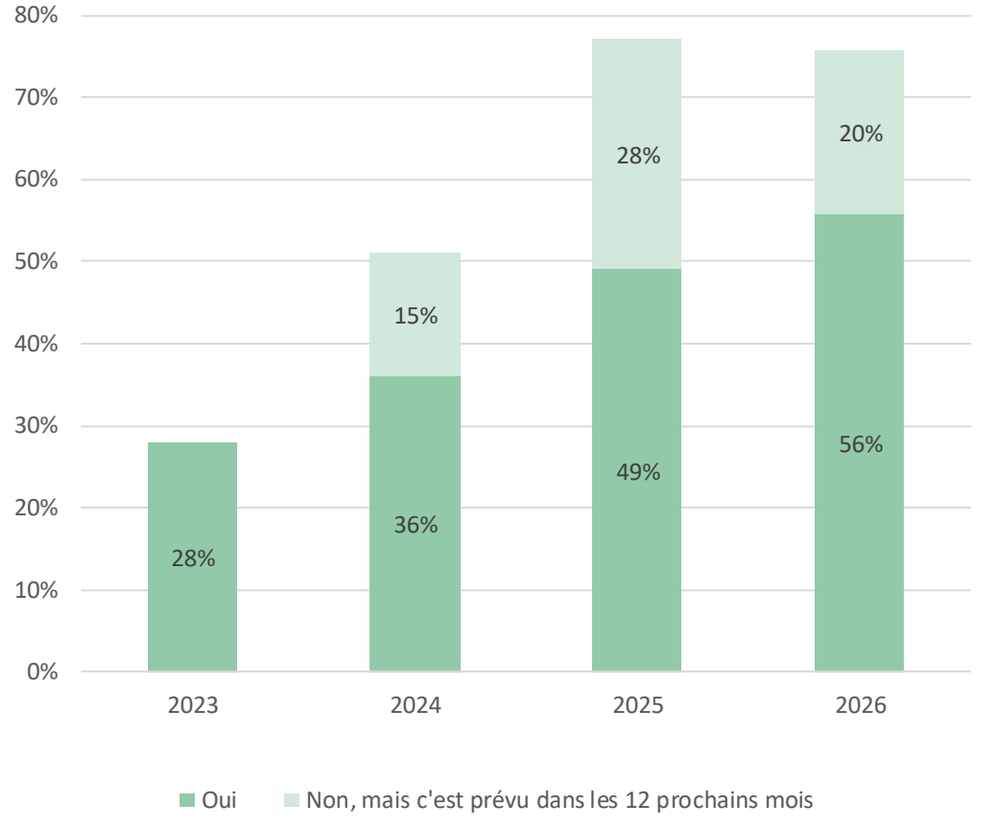
Bien sûr l’effet taille joue à plein.

En 2026, **100%** des régions et **94%** des métropoles ont engagé des projets IA, confirmant ainsi une tendance forte observée en 2025, et même en 2024 pour quelques pionniers.

Fait marquant en 2026 : avec une année de décalage, les conseils départementaux s’engagent de façon résolue dans la démarche (**70% des conseils départementaux ont engagé au moins un projet contre 40% en 2025**).

Il faut peut-être y voir un lien avec une impulsion nationale donnée par l’Association des départements de France, mais aussi un lien avec la progression des travaux départementaux sur la data.

Pourcentage de collectivités ayant engagé un projet IA* **Total hors communes de moins de 3 500 habitants*



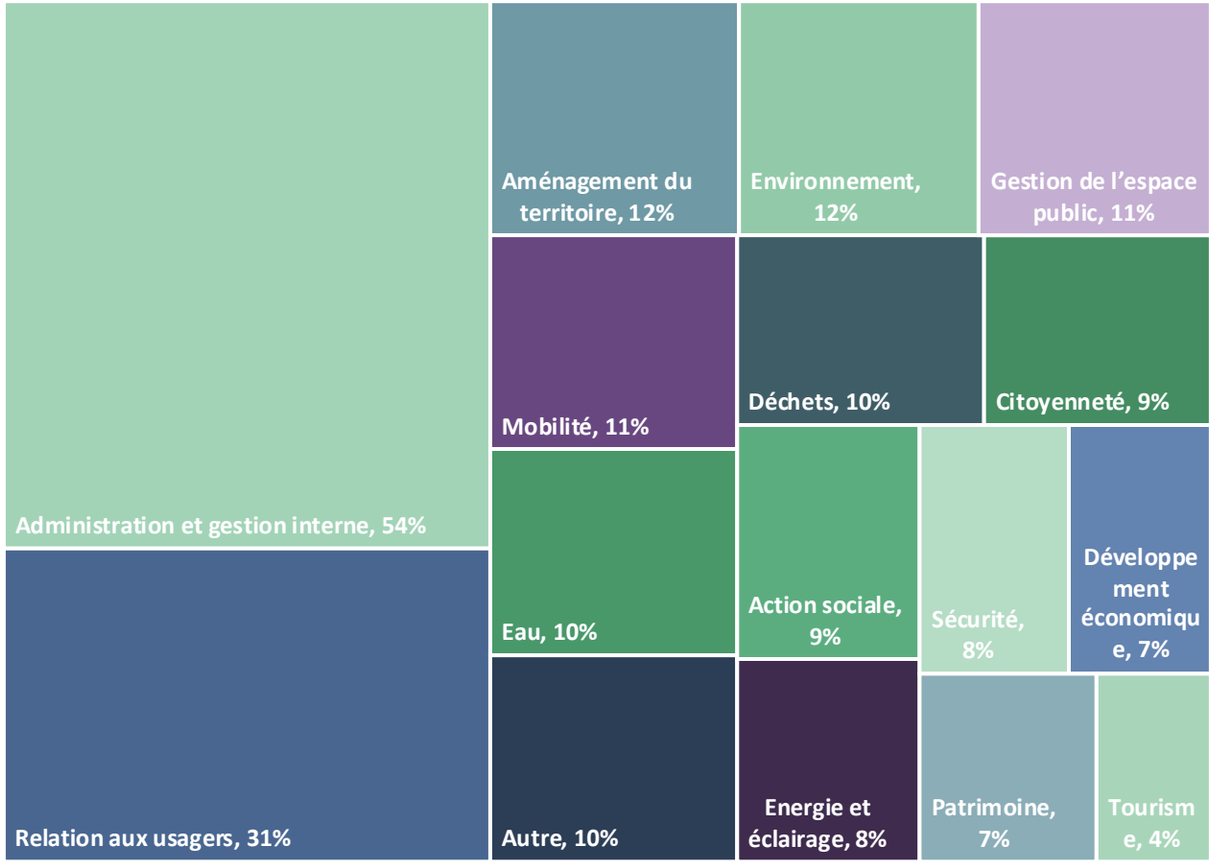
Confirmation : tous les métiers sont concernés !

Une double confirmation : tous les métiers sont concernés, mais certains progressent très vite.

54% des collectivités concernées déclarent mener des projets d'utilisation de l'IA pour la **gestion interne** (45% en 2024) et **31%** pour la **relation aux usagers** (20% en 2024). La progression est très nette. Elle concerne une « **IA du quotidien** » mise à disposition des agents publics pour gérer leur activité dans la recherche de gains de temps et d'efficacité. Il s'agit bien sûr d'une traduction concrète du déploiement d'outils d'IA générative.

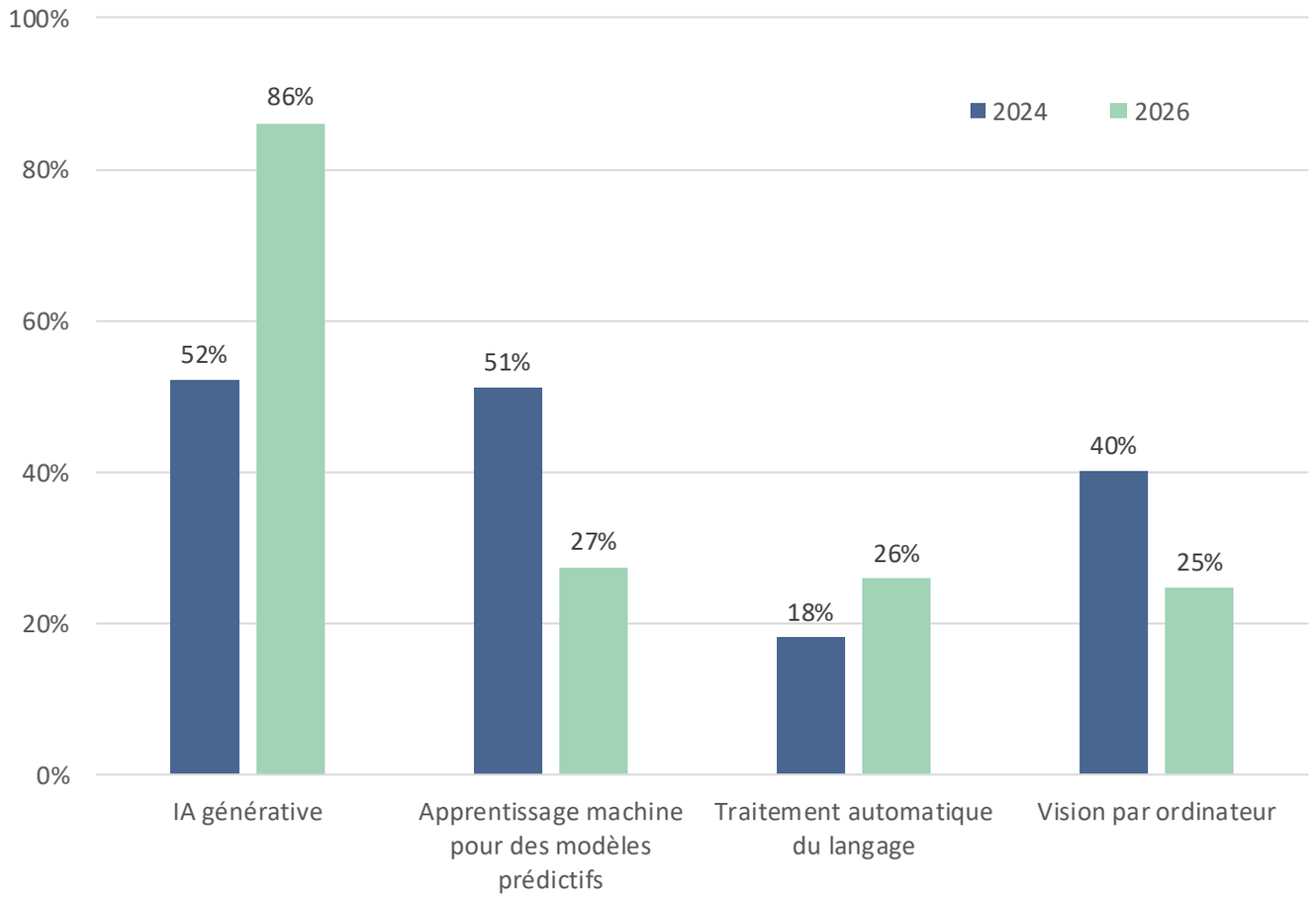
D'autres systèmes d'IA (modélisation prédictive ou automatismes notamment) se retrouvent dans les métiers comme la gestion des déchets (10%), de l'eau (9%), de l'éclairage ou de l'énergie des bâtiments publics (8%). On y retrouve aussi les outils qui permettent le fonctionnement de carrefours dits « intelligents » (11% des projets concernent la mobilité), la gestion d'incidents dans l'espace public (11%) ou directement la sécurité et la vidéoprotection (8%).

Domaines dans lesquels des projets ayant recours à de l'IA sont en cours en 2026



L’IA générative comme outil du quotidien

Les systèmes d’IA utilisés dans les collectivités



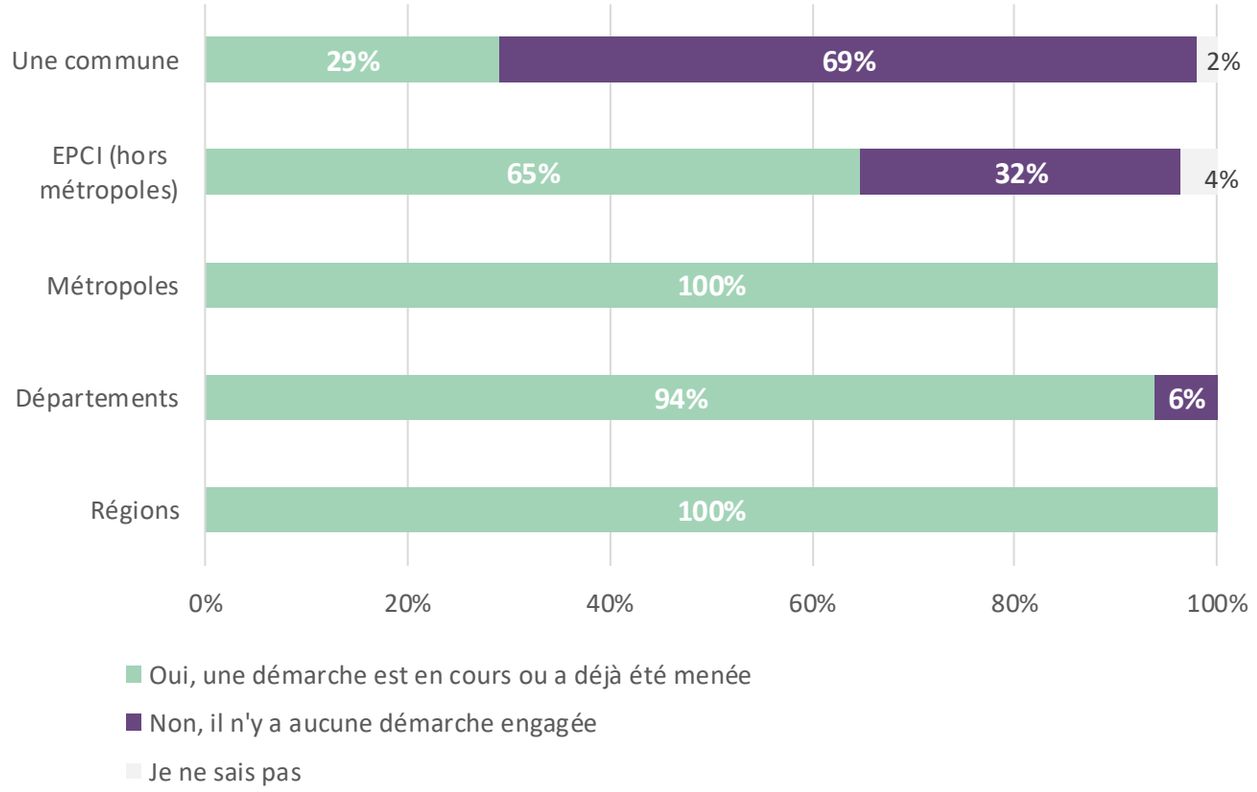
86 % des collectivités engagées dans des projets testent ou déploient de l’IA générative.

Les grands modèles de langage sont au cœur des IA du quotidien mises à disposition des agents pour la gestion interne et la relation aux usagers.

Si les IA traditionnelles impactent très directement les modalités de mise en œuvre de nombreuses politiques publiques, **l’IA « G » est celle dont on parle le plus, et celle qui impacte le plus grand nombre d’agents publics.**

L’esquisse d’une méthode

Pourcentage de collectivités ayant engagé une démarche pour piloter et encadrer le recours à l’IA



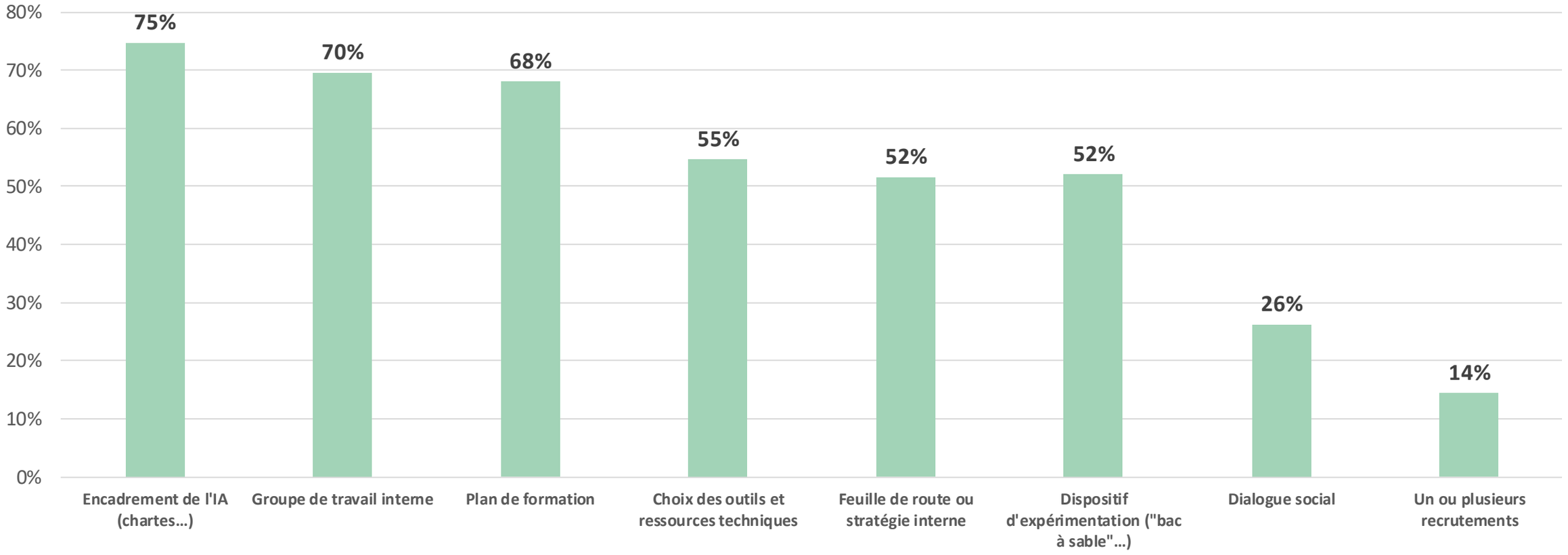
Une collectivité sur deux (**51%**) déclare avoir engagé **une démarche pour piloter le recours à l’IA**.

Effet taille évident : aujourd’hui **100% des Régions** et **100% des Métropoles**, mais aussi **94% des Conseils départementaux** se sont attelés au chantier du pilotage et de l’encadrement de l’IA.

Les **communes** sont moins nombreuses (29%) mais **69% au dessus de 10 000 habitants.**

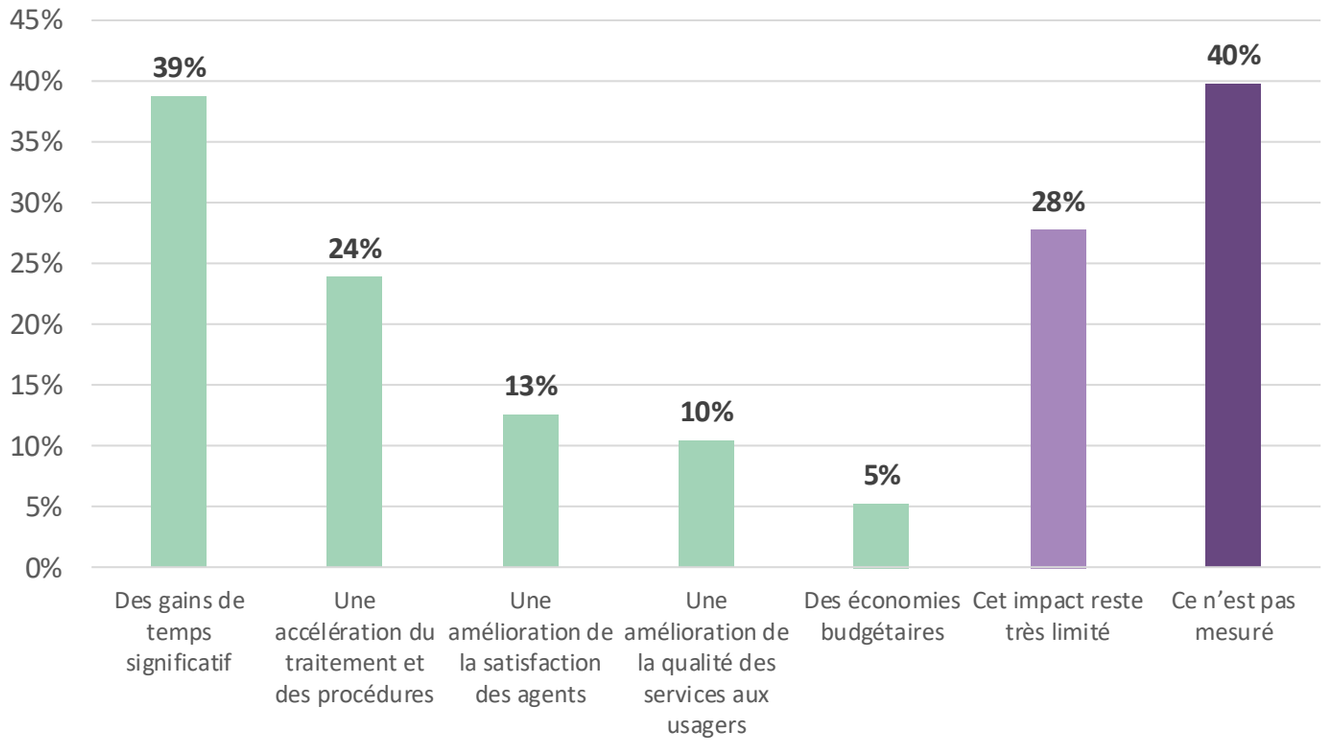
L’esquisse d’une méthode

Les démarches IA des collectivités *(pourcentage parmi celles qui ont engagé une démarche IA)*



Des impacts qui restent à bien mesurer

Les premiers impacts de l'IA sur le travail et l'organisation interne



Pour la première fois en 2026, le baromètre questionne la mesure de l'impact des projets d'IA.

Les résultats sont contrastés et mêlent sans doute quelques déceptions et des attentes fortes pour l'avenir.

28% considèrent les impacts comme très limités, mais 39% mettent en avant des gains de temps significatifs et 24% une accélération dans le traitement de procédures.

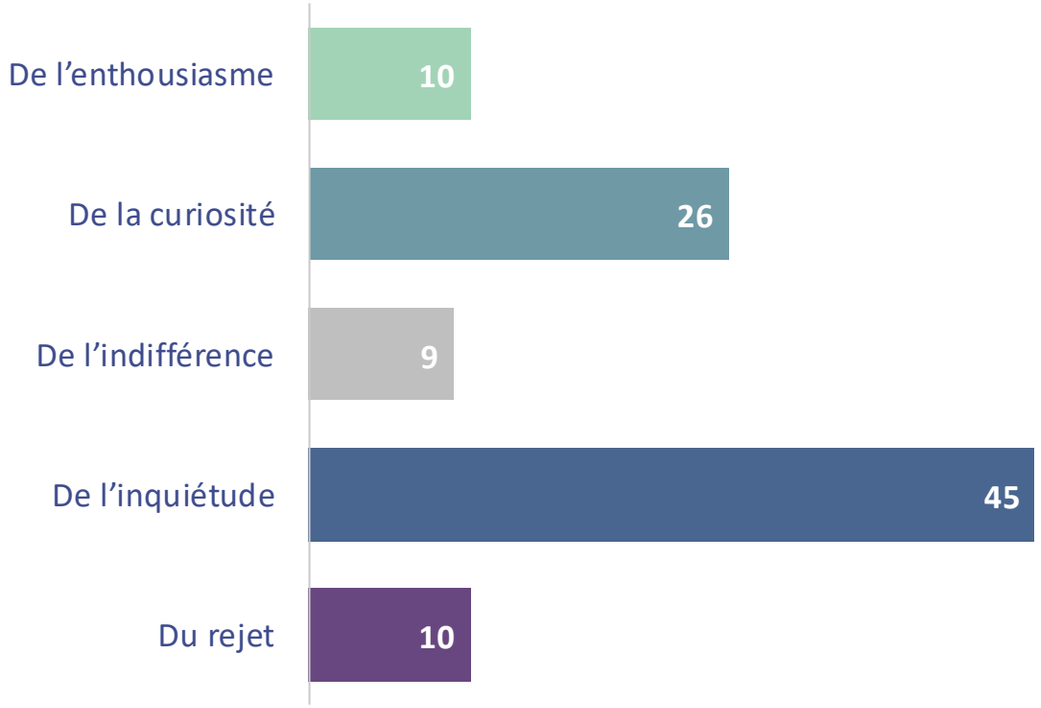
Reste à savoir comment ce temps gagné est réinvesti (probablement directement réemployé par les agents pour se consacrer à des tâches auparavant délaissées). **10%** estiment avoir déjà des retombées en termes d'amélioration de la **qualité du service**, et **5%** en termes d'**économies budgétaires**.

A noter : **40%** des collectivités qui ont engagé des projets reconnaissent ne pas avoir, pour le moment, mis en place d'outil de suivi et de mesure des impacts.

Les sentiments négatifs à l'égard de l'IA progressent de nouveau cette année

Lorsque vous entendez parler du sujet de l'Intelligence artificielle, que ressentez-vous principalement ?

Base : À tous



	Rappels 2025	2024	2022
De l'enthousiasme	6	6	9
De la curiosité	33	34	43
De l'indifférence	10	9	12
De l'inquiétude	46	45	32
Du rejet	5	6	4

% SENTIMENTS POSITIFS

36

2025 : 39%
2024 : 40%
2022 : 52%

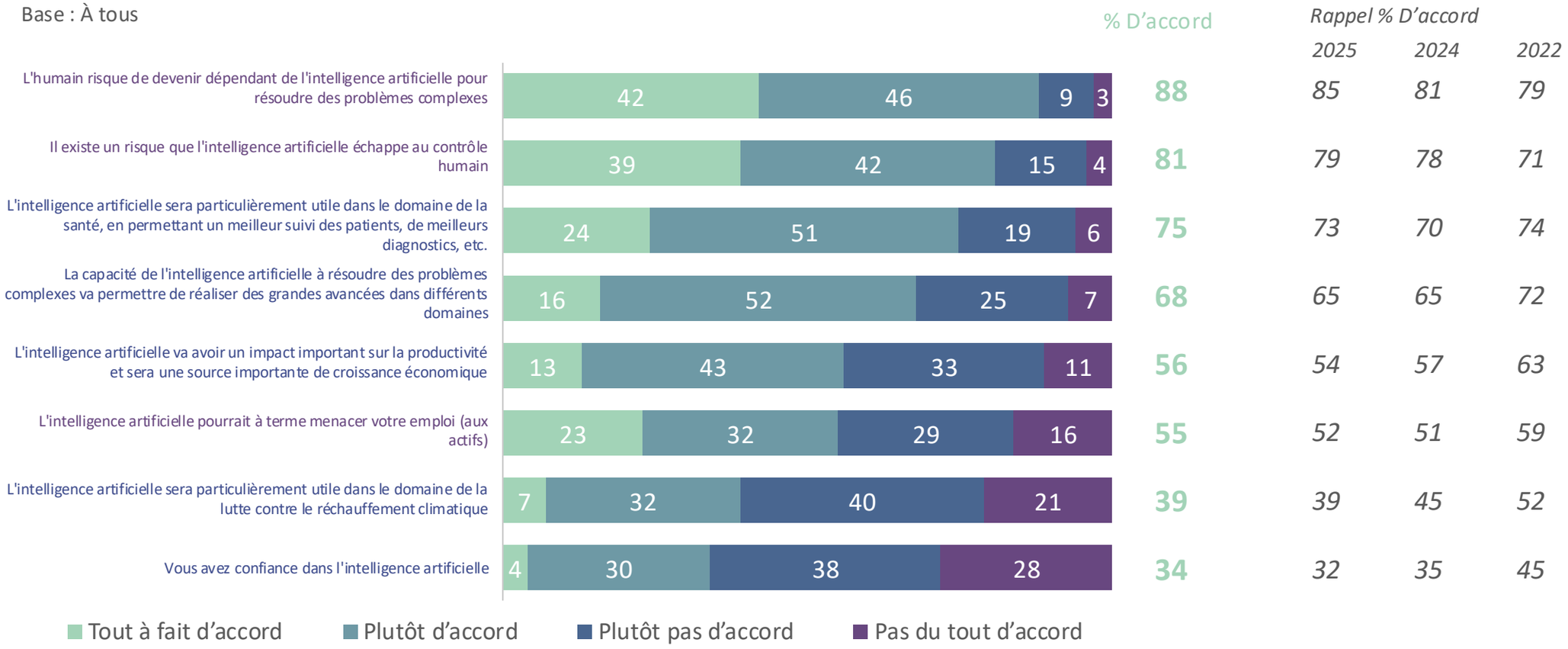
% SENTIMENTS NÉGATIFS

55

2025 : 51%
2024 : 51%
2022 : 36%

Les inquiétudes à l'égard de l'IA demeurent très forte, même si dans le même temps une majorité de Français y voit aussi des avantages

Voici une liste d'affirmations concernant l'intelligence artificielle. Pour chacune d'entre elles diriez-vous que vous êtes d'accord ou pas d'accord ?





data publica
L'OBSERVATOIRE









RETROUVEZ L'INTEGRALITE DE NOS ÉTUDES ET DE NOS PUBLICATIONS SUR LE SITE DE L'OBSERVATOIRE
| observatoire.data-publica.eu

CONTACT | contact@data-publica.eu

La parole aux partenaires du baromètre 2026



Christelle DROMAIN
Directrice Innovation



Valérie ATLANI
Présidente
HexaDone



Benoit PARIZET
Directeur Général Adjoint
Docaposte

Note de conjoncture Data, IA et cybersécurité dans les territoires 2026

5ème édition

4





Benoit PARIZET
Directeur Général Adjoint -
Secteur public
Docaposte

Data et IA dans les territoires : l'esquisse d'une méthode ?



Karin TOPIN – CONDOMITTI
DGS de Cannes et co-présidente de l'AATF (Association des Administrateurs Territoriaux de France)



Jacques PRIOL
Co-fondateur de l'Observatoire Data Publica et expert en gestion publique des données et de l'intelligence artificielle

Cybersécurité : de la nécessité d'une stratégie globale de sécurité numérique pour les collectivités



Yannick BOUDET
Vice-président de Roumois Seine, en charge du sport et du territoire intelligent



Bénédicte PILLET
Présidente du Cyber Cercle, cercle de réflexion, d'expertise et d'échanges sur la confiance et la sécurité numérique

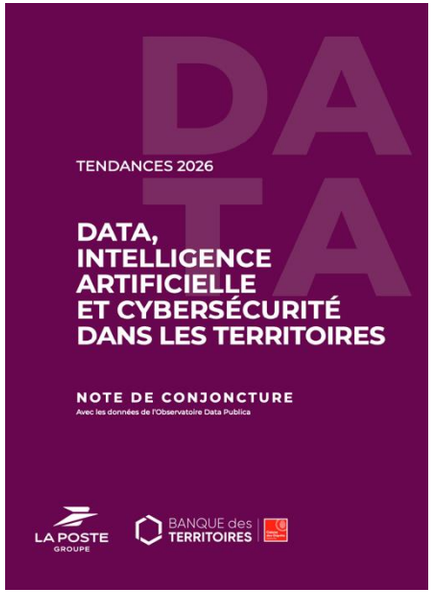
5

Conclusion

- Le replay de cet événement ainsi que le support diffusé seront disponibles, en ligne, à l'issue de cette réunion sur la page agenda de l'événement

- **Retrouvez la Note de conjoncture Data, IA et Cybersécurité en ligne !**

Merci pour votre participation !





Qu'avez-vous pensé de l'événement ?

N'hésitez pas à répondre au questionnaire de satisfaction !



banquedesterritoires.fr

@BanqueDesTerr